Séance du jeudi 15 février 2018

L'an deux mil dix huit
Et le quinze février

à 19 h le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence M. EDON Dominique, Maire.

Étaient présents : AVIGNON Damien, BLUTEAU Sandra, CHAUSSEE Annick, COURTIN Élisabeth, , EDON Dominique, GUEHO Sigrid, LAMY Christophe, PINCONNET Gilles, ROTTIER Corinne

Absents excusés : DE MEYERE Patrick, MONTAROU Lionel, PATAULT Florie, VOTAVA Nadine

absent : Néant

Secrétaire de séance : Mme Sandra BLUTEAU conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales

M. DE MEYERE Patrick a donné son pouvoir à Mme GUEHO Sigrid
Mme VOTAVA Nadine a donné son pouvoir à M. LAMY Christophe

REVERSEMENT « VENTE DE BOIS » A L'ASSOCIATION USCR

2018-08

Monsieur le Maire explique aux membres du conseil municipal que la vente de bois à permis d'encaisser un montant de 2 234 €.

Monsieur le Maire propose que ce montant soit reverser à l'association Union Sportif de la Chapelle saint Rémy (USCR),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Accepte le reversement d'un montant de 2 234 € à l'association Union Sportif de la Chapelle saint Rémy

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette décision.

Adopté a l'unanimité

CONTRAT D'ENTRETIEN DES POTEAUX D'INCENDIES

2018-09

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal la proposition d'un contrat de prestation de services pour le contrôle et l'entretien des poteaux d'incendies sur le territoire de la commune,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

De retenir la société VEOLIA sis SARGE LES LE MANS pour le contrôle et l'entretien des poteaux d'incendies.

La durée du contrat est fixée à 1 an renouvelable.

Le montant s'élève à 50 € H.T. par bouche incendie

(actuellement 18 bouches incendies sur le territoire de la commune).

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette décision.

Adopté a l'unanimité

PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DE LA CANTINE SCOLAIRE DE BONNETABLE POUR L'ANNEE 2017/2018

2018-10

Monsieur le maire informe et donne lecture aux membres du conseil municipal d'un courrier de l'association de la cantine scolaire de Bonnetable demandant une participation pour les enfants scolarisés à Bonnetable,

Après avoir pris connaissance des éléments et du nombre d'enfant concerné,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Refuse de verser une participation financière à l'association de la cantine scolaire de Bonnetable pour l'année 2017/2018

Adopté a l'unanimité

Monsieur le Maire donne lecture aux membres du conseil municipal du projet de convention entre notre commune et la société Caniroute pour la capture et l'identification des animaux errants ou dangereux sur le territoire communal.

Après en avoir pris connaissance, le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer cette convention avec la société Caniroute. La tarification se décompose comme suit :

Capture :

Taux d'intervention : soit 20,00 € HT (24,00 € TTC) par tranche de 10 minutes* d'intervention. *Toute période commencée est due. Le démarrage de la période s'entend de l'arrivée de la Société Caniroute sur le territoire de la commune.

Frais supplémentaires :

- Moins de 50 kilos :

Utilisation d'un pistolet hypodermique : 133,00 € HT

Par tir supplémentaire : 57,40 € HT

- Plus de 50 Kilos :

Utilisation d'un pistolet hypodermique : 182,94 € HT

Par tir supplémentaire : 57,40 € HT

- Assistance vétérinaire : Il convient d'ajouter aux frais ci-dessus :

Visite vétérinaire (Taux horaire) 75,00 € HT

Visite vétérinaire (Taux horaire majoré*) 100,00 € HT

Forfait anesthésique chien en fonction du poids :

0 - 10 Kg : 22,57 € HT

11 - 20 Kg : 31,77 € HT

21 - 30 Kg : 40,13 € HT

> à 30 Kg : 50,16 € HT

- Forfait kilométrique : 0,70 € HT/km.

* Majoration applicable la nuit (de 20h à 8h), les jours fériés et week-end.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette décision. **Adopté à l'unanimité**

Monsieur le Maire informe et explique aux membres du conseil municipal que des concessions funéraires sont en état d'abandon au cimetière. Une procédure de reprise de ces concessions funéraires en état d'abandon va être réalisée, la durée de cette procédure est d'environ 3 ans.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Autorise le lancement de la procédure de reprise de ces concessions funéraires en état d'abandon. **Adopté à l'unanimité**

Vu la délibération n° 2016-40 du 28 avril 2016 portant création d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi,

Vu la délibération n° 2017-35 du 19 juin 2018 portant renouvellement d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi,

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal le renouvellement du contrat unique d'insertion C.A.E. de l'agent de service polyvalent à temps non complet à raison de 35,50 heures de travail par semaine (rémunération annualisée à 31,25 heures par semaine), pour une durée de 6 mois à compter du 17 avril 2018.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu la loi n° 2008-1249 du 01 décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion,

Vu le décret n° 2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion,

Vu la circulaire DGEFP n° 2009-43 du 02 décembre 2009 relatif à la programmation des contrats aidés,

Décide d'adopter la proposition de Monsieur le Maire pour le renouvellement du contrat unique d'insertion C.A.E. de l'agent de service polyvalent à temps non complet à raison de 35,50 heures de travail par semaine (rémunération annualisée à 31,25 heures par semaine), pour une durée de 6 mois à compter du 17 avril 2018.

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette décision. **Adopté à l'unanimité**

**CONVENTION DE
CAPTURE DES ANIMAUX
ERRANTS AVEC LA
SOCIETE CANIROUTE**

2018-11

**PROCEDURE DE REPRISE
DE CONCESSIONS
FUNERAIRES EN ETAT
ABANDON**

2018-12

**RENOUVELLEMENT
CONTRAT UNIQUE
D'INSERTION
C.A.E.**

2018-13

Le Maire rappelle les dispositions extraites des articles L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Article L1612-1

Modifié par LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 (VD)

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L. 4312-6.

Vu la délibération n° 2018-01 du 16 janvier 2018,

Montant budgétisé en dépenses d'investissement 2017 : 373 191 €

(Hors chapitre 16 « remboursement d'emprunts »)

Conformément aux textes applicables, il est proposé au conseil municipal de faire application de cet article à hauteur de 42 805 € (<25 % x 373 191 €)

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles :

- travaux enfouissement réseaux électrique 21 556 € article 204 132
- travaux enfouissement réseaux téléphonique 16 944 € article 204 22

Immobilisations corporelles :

- acquisition informatique 2 385 € article 218 3

Immobilisations en cours :

- travaux de toiture sur l'église 1 920 € article 2313

Total : 42 805 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Décide d'accepter les propositions de Monsieur Le Maire dans les conditions exposées ci-dessus.

Autorise le Maire à signer tout document administratif, comptable ou financier relatif à cette décision. **Adopté à l'unanimité**

DEVIS

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal la proposition concernant des travaux de charpente sur la toiture de l'église,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

De retenir M. Yves JARRIER sis COURCEMONT 72110 pour les travaux sur la toiture de l'église.

Le montant du devis s'élève à 1 599 € H.T.

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette décision. **Adopté à l'unanimité**

AUTORISATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2018

2018-14

TRAVAUX TOITURE DE L'EGLISE

2018-15

ACQUISITION
PARCELLE TERRAIN
« La Delandière »

2018-16

Monsieur le Maire présente et informe les membres du conseil municipal du projet d'un lotissement au lieu dit « La Delandière »,

Monsieur le Maire propose aux membres du conseil municipal de faire l'acquisition de la parcelle de terrain cadastrée A 1459 pour une surface de 15 315 m², pour 4,50 € le m²,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Donne son accord pour l'acquisition de la parcelle terrain cadastrée A 1459 pour une surface 15315 m² pour 4,50 € le m², pour le projet du lotissement « La delandière ». Les frais de notaire seront à la charge de la commune.

Indique que les crédits seront inscrits au budget de l'année en cours.

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette acquisition.

Adopté à l'unanimité

DEVIS
PRE-ETUDE
DE RACCORDEMENT
D'ELECTRICITE

« La Delandière »

2018-17

Monsieur le Maire présente aux membres du conseil municipal la proposition concernant une pré-étude de raccordement d'électricité pour le projet du lotissement « La Delandière »,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

De retenir la Sté ENIDIS sis LA ROCHE SUR YON 85002 pour la pré étude de raccordement d'électricité pour le projet du lotissement « La delandière »

.Le montant du devis s'élève à 1 333,06 € H.T.

Autorise Monsieur le Maire à signer tout document administratif, comptable et financier relatif à cette décision.

Adopté à l'unanimité